

Questions au Feuilleton

Canada agisse sans délai pour mettre un frein à la pire exploitation des consommateurs de notre histoire.

Mme le Président: Le député d'Oshawa (M. Broadbent) m'a donné préavis dans le délai que prescrit l'article 26 du Règlement. Le député demande à proposer l'ajournement de la Chambre pour discuter de l'exploitation des consommateurs par l'industrie pétrolière qu'a révélée le document publié hier.

Je puis peut-être rappeler tout de suite que de nombreuses questions ont été posées au gouvernement hier pendant la période des questions sur le sujet et qu'aujourd'hui, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) a laissé savoir dans ses réponses que la question avait été renvoyée à la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.

Mes prédécesseurs ont jugé, à de nombreuses autres occasions, qu'il ne convient pas que les questions de cette nature qui sont soumises aux tribunaux ou à un organisme administratif se prêtent à un débat à la Chambre des communes aux termes de l'article 26 du Règlement. Le paragraphe 5 de cet article du Règlement stipule en outre clairement que la présidence «devra tenir compte de la probabilité que l'affaire soit discutée à la Chambre dans un délai raisonnable par d'autres moyens». Je n'ai pas acquis la conviction qu'un rapport, même sur un sujet très important, constitue une urgence au sens où on l'entend dans cet article du Règlement.

La Chambre sait parfaitement que ses divers comités sont saisis du budget principal et du budget supplémentaire qui ont été déposés dernièrement. Nous sommes aussi en une période d'examen des subsides qui réserve aux députés des occasions de discuter des questions de leur choix.

Pour ces raisons, je regrette d'informer le député que je ne puis accéder à la demande qu'il a présentée aux termes de l'article 26 du Règlement.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 1803, 1851, 1876, 2007 et 2087.

[Texte]

LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'OFFRE ET LE PRIX DU TERRAIN VIABILISÉ

Question n° 1803—**Mme Mitchell:**

1. Combien l'étude fédérale-provinciale, terminée en 1978 et intitulée «Réalité et fiction: groupe de travail fédéral-provincial sur l'offre et le prix du terrain résidentiel viabilisé» a-t-elle coûté?

2. Les volumes I et II de l'étude sont-ils mis gratuitement à la disposition du public et, sinon, combien se vendent-ils et où peut-on se procurer des exemplaires?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): La Société canadienne d'hypothèques et de logement m'a fourni les renseignements suivants: 1. Le coût total de l'étude a été de \$529,789. La participation de la SCHL s'est élevée à \$366,300 et le reste a fait l'objet de contributions provinciales.

2. Les deux volumes de l'étude sont offerts gratuitement par l'intermédiaire du Centre canadien de documentation sur l'habitation, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chemin de Montréal, Ottawa, Ontario, K1A 0P7.

MDN—LES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES AU TITRE DU NOUVEL AVION DE CHASSE

Question n° 1851—**M. McKinnon:**

Le budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981 contient-il une dépense de \$97,990,000 au poste Avions et moteurs—Nouvel avion de chasse et, le contrat conclu avec la société McDonnell Douglas prévoit-il des paiements de \$48,744,637 pour la même période et, dans l'affirmative, à quoi servira le montant supplémentaire de \$49,245,393?

Mme Ursula Appolloni (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): La liste ci-après donne l'ordre chronologique des prévisions à l'égard des fonds requis pour le contrat principal et les projets d'appui, fonds qui figurent dans l'ensemble des exigences du programme mais qui ne font pas partie du contrat principal octroyé à la McDonnell Douglas.

La première présentation, qui est devenue ultérieurement le budget supplémentaire (B), a été faite en décembre 1979. Les prévisions de janvier 1981 représentent le montant total qui sera dépensé au 31 mars 1981.

	Budget supplémentaire (B)	Prévisions de septembre 1980	Prévisions de janvier 1981
	Présentation au CT en décembre 1979		
Contrat principal (\$ américains)	48,771	48,771	48,771
Échange	7,315	7,315	7,800
Pièces de rechange achetées de l'entrepreneur	25,709	5,000	—
Équipement d'appui à la maintenance	3,000	3,000	2,925
Missiles	3,066	3,400	6,460
Manuels d'entraînement	—	—	2,287
Échange	5,124	1,461	937
Coûts de gestion	3,277	2,777	2,770
Autres coûts d'équipement (Simulateurs, etc)	1,728	5,330	1,923
Total	97,990	77,054	73,873